

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 27.4.2007
COM(2007) 240 final

C6-0118/07

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL, AU PARLEMENT EUROPÉEN ET
À LA COUR DES COMPTES EUROPÉENNE**

**Rapport annuel relatif à la gestion financière des 6e, 7e, 8e et 9e Fonds européens de
développement en 2006**

TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction	3
2.	Points forts et événements importants en 2006, principaux défis pour 2007	3
3.	Situation financière des 6 ^e , 7 ^e , 8 ^e et 9 ^e FED à la fin de l'année 2006.....	4
4.	Mise en œuvre des programmes ACP avec efficacité et dans les délais: mesure des performances par rapport aux objectifs 2006.....	4
4.1.	Augmentation de la qualité, de l'impact et de la viabilité des programmes.....	5
4.2.	Mise en œuvre plus rapide de l'aide	8
4.3.	Coordination et harmonisation des opérations avec les autres donateurs.....	11
4.4.	Garantir un environnement de contrôle efficace et la responsabilité de la gestion financière.....	11
4.5.	Mise en œuvre d'une politique active des ressources humaines et amélioration des procédures internes	12
5.	Suivi des observations de la Cour des comptes européenne	14
5.1.	Rapport annuel de la Cour des comptes (CC).....	14
5.2.	Rapports spéciaux de la Cour des comptes.....	14
	Annexe 1: Évolution des engagements du FED non dépensés («RAL»), 2001-2006 (en millions d'euros).....	16
	Annexe 2: Engagements globaux en termes d'appui budgétaire général du FED, 2002-2006 (en millions d'euros).....	17
	Annexe 3: Nouveaux engagements globaux du FED consacrés à l'ABG et aux PAPS, 2006 (en millions d'euros).....	18
	Annexe 4: Engagements et paiements nets du FED, 2006 (en millions d'euros).....	19
	Annexe 5: Contributions du FED aux Nations Unies et au Groupe de la Banque mondiale, 2005-2006 (en millions d'euros).....	19
	Annexe 6: Engagements globaux du FED par instrument de programmation et de financement, fin 2006 (en millions d'euros).....	20
	Annexe 7: Stabex – situation par pays, fin 2006 (en euros).....	21

1. INTRODUCTION

Le présent rapport répond aux exigences des articles 96 et 102 du règlement financier applicable au 9^e Fonds européen de développement, qui disposent que la Commission doit rendre compte chaque année de la gestion financière du FED. La Commission a déjà soumis un premier projet de rapport à l'examen de la Cour des comptes européenne et de la commission du contrôle budgétaire du Parlement européen, dont les commentaires ont été pris en considération dans la présente version finale.

2. POINTS FORTS ET EVENEMENTS IMPORTANTS EN 2006, PRINCIPAUX DEFIS POUR 2007

- Objectifs financiers 2006 – La Commission a réalisé tous ses objectifs, dépassant même le but fixé pour les contrats et les paiements, dont le montant est le plus élevé jamais atteint. Elle a aussi stabilisé les fonds approuvés mais non utilisés et les engagements «anciens» et «inactifs» ont été sensiblement réduits. Par ailleurs, elle a clôturé le 6^e FED en transférant l'ensemble des fonds restants vers le 9^e FED.
- Revue de fin de parcours du 9^e FED – à l'issue de celle-ci, menée en 2006, la répartition des fonds entre les pays, les régions et les secteurs a fait l'objet de derniers ajustements. Cela exige d'achever les engagements correspondants des fonds restants du 9^e FED en 2007, la dernière année de ce Fonds.
- Contrôles et procédures internes – la Commission a pris des mesures supplémentaires pour renforcer les contrôles (voir point 4.4 ci-dessous), mais l'intégration du FED dans le système commun d'information Relex (CRIS) a été reportée à 2008 afin de donner la priorité au système de comptabilité d'exercice (ABAC) de la Commission.
- Personnel – le roulement du personnel, le taux élevé de vacances d'emplois dans certaines délégations et la réduction du niveau des effectifs par rapport aux montants gérés continuent à affecter certaines priorités. En 2006, la Commission a continué à travailler, dans cette situation de fortes contraintes, en faisant de la bonne gestion financière et de la qualité ses priorités absolues.
- 10^e FED – la question d'une ratification du 10^e FED par les États de l'Union européenne, suffisamment tôt pour que les fonds du 10^e FED puissent être engagés à partir de janvier 2008, date à laquelle les fonds du 9^e FED ne seront plus disponibles, représente un risque majeur pour le soutien communautaire apporté aux États ACP.
- Aide pour le commerce – la Commission a continué à fournir une aide conséquente; voir encadré:

Aide pour le commerce: le travail de la Commission pour promouvoir la croissance et les emplois dans les pays ACP

Pour pouvoir sortir définitivement de la pauvreté, les États ACP doivent être en mesure de faire progresser davantage leurs économies et leurs échanges commerciaux respectifs. C'est pourquoi, depuis 2001, la Commission a octroyé:

- plus de 850 Mio EUR pour aider les régions ACP à s'intégrer, à renforcer leur commerce et à jouer un rôle plus important sur les marchés mondiaux; cette aide comprend la négociation d'accords de partenariat économique (APE).

- plus de 35 Mio EUR pour permettre aux États ACP de mieux négocier avec l'Union européenne et dans l'enceinte de l'OMC;

- 60 Mio EUR supplémentaires pour permettre aux États ACP de concevoir des politiques commerciales plus efficaces.

La Commission octroie également plus de 160 Mio EUR sous forme de programmes pour faciliter la création d'entreprises et leur expansion dans les pays ACP.

3. SITUATION FINANCIERE DES 6^E, 7^E, 8^E ET 9^E FED A LA FIN DE L'ANNEE 2006¹

Le tableau ci-dessous montre la situation financière générale des 6^e, 7^e, 8^e et 9^e FED à la fin de l'année 2006. Un montant de 3,16 milliards d'euros n'était pas encore engagé. Ce montant, augmenté des fonds dégagés, sera entièrement engagé avant la fin 2007.

Tableau 1: Situation financière des 6^e, 7^e, 8^e et 9^e FED à la fin de l'année 2006 (Mio EUR)							
Fonds alloués aux États ACP (par FED) ²			Fonds engagés	Fonds dépensés	Fonds non engagés/engagements non liquidés		
6 ^e -8 ^e	9 ^e	Total 6 ^e -9 ^e			Fonds non engagés	Engagements non liquidés (RAL)	Total des fonds restants non dépensés
A	b	c (a+b)	D	E	f (c-d)	G (d-e)	h (f+g)
29 044	15 565	44 609	41 446	31 165	3 163	10 281	13 444

4. MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ACP AVEC EFFICACITE ET DANS LES DELAIS: MESURE DES PERFORMANCES PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS 2006

La présente section montre dans quelle mesure la Commission a réalisé chacun de ses objectifs 2006 concernant les FED. Elle dresse un bilan relatif:

- aux objectifs mentionnés dans la partie ACP du plan de gestion annuel d'EuropeAid,
- aux indicateurs de performances centraux applicables, approuvés par le comité directeur d'EuropeAid.

Les chiffres indiqués pour les objectifs de performances d'EuropeAid et les rapports du CAD de l'OCDE excluent les dégagements et les ordres de recouvrement; ce sont donc des montants bruts, et non pas nets. De même, sauf indication contraire, les montants indiqués dans la présente section et dans l'annexe sont bruts.

¹ Aux points 3 et 4, les chiffres des engagements et des paiements reflètent une correction que la Commission a apportée en 2004 aux chiffres des paiements Stabex réalisés entre 2002 et 2004.

² Dans l'ensemble du rapport, les chiffres indiqués: comprennent les capitaux à risque et bonifications d'intérêts liées accordés par la Banque européenne d'investissement dans le cadre des 6^e au 8^e FED, puisque la Commission en est responsable en termes comptables; ne comprennent pas la Facilité d'investissement de la BEI financée par le 9^e FED, puisque la BEI en assume la responsabilité comptable.

4.1. Augmentation de la qualité, de l'impact et de la viabilité des programmes

- Examiner l'ensemble des programmes aux stades de l'identification et de la formulation.

Les «Quality Support Groups» (QSG) d'EuropeAid évaluent les opérations avant leur mise en œuvre (ex ante). Le nombre de projets ainsi évalués a fortement augmenté en 2006:

<i>Phase du cycle de projet</i>	<i>Indicateur</i>		<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>% d'évolution en glissement annuel</i>
Identification	Fiches d'identification examinées	Nombre	84	156	+86 %
		Valeur (Mio EUR)	1 270	2276	+79 %
Formulation	Propositions de financement examinées	Nombre	127	181	+43 %
		Valeur (Mio EUR)	3 185	3094	-3 %

EuropeAid mesure l'impact des QSG à l'aide du ratio de la qualité. Il s'agit de la proportion de notes positives et négatives (A/B et C/D) attribuées au stade de l'identification puis à celui de la formulation. L'objectif d'EuropeAid est de garantir que la proportion de notes positives augmente et que celle des notes négatives diminue.

Le tableau ci-dessous montre que les évaluations effectuées par les QSG ont contribué à améliorer la qualité des propositions de projets, tant en 2006 qu'en glissement annuel:

- en 2006, au stade de la formulation, par rapport à celui de l'identification qui précède.
- en glissement annuel, aux deux stades.

<i>Type de note</i>	<i>2005</i>		<i>2006</i>	
	<i>Identification</i>	<i>Formulation</i>	<i>Identification</i>	<i>Formulation</i>
Notes positives (A/B)	88	93	90	95
Notes négatives (C/D)	12	7	10	5

Après la phase de formulation, la Commission continue à améliorer les propositions en suivant les recommandations des QSG avant le début de la mise en œuvre.

- *Poursuite de l'appui budgétaire et de l'appui sectoriel, selon le cas.*

Le rapport de 2005 indiquait que l'appui budgétaire général (ABG) et l'appui aux politiques sectorielles avaient culminé cette année. Les engagements globaux se sont élevés à 1 120 millions d'euros.

En 2006, la plupart des programmes d'appui budgétaire relevant du 9^e FED étaient déjà en cours. Ainsi, les nouveaux engagements ont été principalement utilisés pour financer les programmes résiduels ou poursuivre le financement des programmes en cours, ce qui explique qu'ils aient diminué en glissement annuel. La Commission a approuvé l'appui budgétaire général (ABG) dans 8 pays, pour un montant total de 198 millions d'euros, et les programmes d'appui aux politiques sectorielles (PAPS) dans 16 pays, pour un total de 421 millions d'euros.

L'appui budgétaire est resté toutefois important. Les paiements se sont élevés à 431 millions d'euros en 2006 (voir tableau ci-dessous). Par ailleurs, la Commission continue à examiner les politiques visant à améliorer l'appui budgétaire, tant avec les pays bénéficiaires qu'au sein de forums de donateurs, comme l'activité conjointe sur la gestion des finances publiques de l'OCDE/DAC.

<i>Type de programme</i>	<i>Engagements</i>			<i>Paiements</i>		
	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>% de variation</i>	<i>2005</i>	<i>2006</i>	<i>% de variation</i>
Appui budgétaire général	705	198	-72 %	500	431	-14 %
Programmes d'appui aux politiques sectorielles	416	421	1 %	162	207	28 %
Total	1 120	620	-45 %	662	638	-4 %

En 2006 également, la Commission:

- a mené près de 50 % des évaluations PEFA (dépenses publiques et responsabilité financière) réalisées dans 24 pays ACP;
- a révisé le guide méthodologique de l'appui budgétaire, qui fournit à présent des critères plus clairs pour déterminer si un pays a satisfait aux critères d'éligibilité avant que les fonds ne soient décaissés;
- élaborait un cadre visant à fournir un support technique aux institutions supérieures de contrôle dans les pays bénéficiant de l'appui budgétaire.

– Participation active aux revues de fin de parcours et à la programmation de l'après-9^e FED.

À l'issue de la revue de fin de parcours du 9^e FED, la répartition des fonds entre les pays, les régions et les secteurs a fait l'objet de derniers ajustements. EuropeAid, en liaison avec les délégations, doit à présent garantir que l'ensemble des fonds du 9^e FED soient engagés d'ici la fin 2007. Simultanément, la planification préalable a débuté pour le lancement du 10^e FED.

En outre, la Commission s'est efforcée de garantir que des indicateurs de performances concrets soient pris en compte dès le début du processus de programmation du 10^e FED. Pour ce faire, elle fait spécifiquement référence à de tels indicateurs:

- (1) dans ses lignes directrices de programmation, qui mentionnent également:
 - la nécessité de renforcer les capacités d'élaboration de statistiques des pays partenaires; et
 - un support en ligne pour aider les délégations de la CE à identifier les indicateurs les plus adaptés à leur cas;
- (2) dans un règlement de mise en œuvre (en cours de négociation) – pour réaffirmer la nécessité d'un alignement sur les indicateurs relatifs au CSLP (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) des pays partenaires.
- (3) dans des documents de stratégie; ceux-ci comportent:
 - des indicateurs de performances par secteur
 - les engagement des États ACP en matière d'amélioration de la gouvernance.

Ces indicateurs permettent de déterminer le montant des tranches incitatives; les revues à mi-parcours et de fin de parcours serviront à évaluer les progrès.

– *Contrôle*

Des contrôleurs externes indépendants réexaminent chaque projet financé par le FED d'un montant supérieur à un million d'euros. Ils notent les projets sur la base de cinq critères: pertinence, efficacité, impact et viabilité.

À la fin de l'année 2006, les contrôleurs avaient évalué plus de 1 000 projets. En 2006, ils ont estimé qu'en moyenne, la mise en œuvre des programmes ACP examinés était, au minimum, en bonne voie (note de 2,5 ou plus). Les résultats préliminaires suggèrent que les notes ont augmenté depuis 2003.

Par ailleurs, la Commission a demandé aux contrôleurs de vérifier:

- les tendances observées dans les notes accordées depuis 2003, par région ACP et par secteur, comme les infrastructures, par exemple;
- les raisons pour lesquelles les notes des projets liés au commerce ont baissé en glissement annuel 2005-2006.

La Commission tiendra compte de ces résultats dans la conception de ses programmes futurs.

– *Évaluations*

En 2006, la Commission a réalisé 13 évaluations portant sur l'aide fournie par la CE aux pays ACP. Elle tiendra compte des recommandations dans le processus de programmation et la conception des programmes futurs.

Tableau 5: Évaluations en 2006 de l'aide fournie par la CE aux pays et régions ACP				
Type de stratégie	Pays / Région	Type de stratégie	Pays / Régions	Secteur:
Régionale	Afrique centrale	Sectorielle	États ACP	Micro-financement
Nationale	Comores			Développement des capacités commerciales
	Mali		Pays ACP et non ACP	Coordination donateur-pays partenaire
	Maurice			Eau et assainissement
	Rwanda			Bonne gouvernance

	Seychelles			Appui budgétaire général
Tableau 6: Principales recommandations issues des évaluations 2006				
Stratégie régionale – Afrique centrale:	Renforcer les liens avec les groupements régionaux voisins (par ex: CEDEAO)			
	Améliorer la qualité des études de faisabilité			
	Embaucher davantage de personnel dans les délégations			
Par pays:	Recourir à l'appui sectoriel pour les secteurs prioritaires identifiés dans les PIN.			
	Tenir compte de retards prévisibles dans la délivrance des instructions et le lancement des travaux.			
	Investir davantage dans la mise en place d'une stratégie reposant sur le partenariat.			
Sectorielle – ACP	Commerce	Coordonner l'aide de manière plus étroite avec les EM de l'UE		
		Renforcer le processus-cadre intégré.		

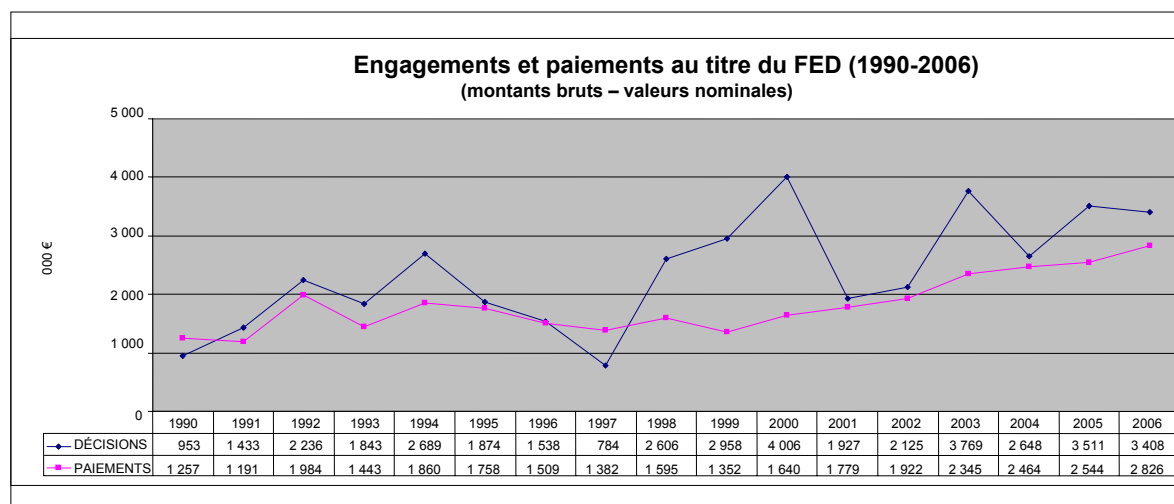
seulement	Micro-financement	À favoriser dans les pays où la gouvernance locale est faible
		Garantir la compatibilité des programmes avec les priorités nationales/locales
Sectorielle – ACP et non ACP	Appui budgétaire	À utiliser en premier lieu pour renforcer la gestion des finances publiques et combattre la corruption
		Inscrire l'intégralité de l'aide au budget le plus rapidement possible
	Gouvernance	Inscrire la réforme administrative et la gestion des finances publiques dans les CSLP/DSP/DSR
		Recourir à des projets pour le soutien à la société civile et à l'appui budgétaire pour la gestion des finances publiques.

4.2. Mise en œuvre plus rapide de l'aide

En 2006, les engagements globaux pour de nouveaux programmes ont atteint l'objectif fixé. Tant les engagements individuels, à savoir les contrats conclus sur la base de programmes approuvés, que les paiements, ont dépassé les objectifs, établissant de nouveaux records pour le FED.

	2002	2003	2004	2005	2006	
					Objectif	Situation
Engagements globaux	2 125	3 769	2 648	3 511	3 400	3 408
Engagements individuels	2 436	3 062	3 038	3 057	3 250	3 654
Paiements	1 922	2 345	2 464	2 544	2 750	2 826

Depuis 1990, les engagements globaux comme les paiements ont augmenté régulièrement, ce qui reflète une mise en œuvre plus rapide:



– *Maintien d'un RAL stable, l'accent étant placé sur les contrats ainsi que sur les engagements anciens et dormants.*

4.2.1.1. Maintien d'un RAL global stable

Les engagements non dépensés (RAL, *reste à liquider*) doivent être décaissés conformément aux règles de saine gestion financière. La Commission contrôle attentivement le RAL global. Comme indiqué dans le rapport de 2005, le RAL a augmenté deux fois, en 2003 et en 2005, car la Commission avait approuvé des niveaux élevés d'engagements nouveaux ces deux années-là.

L'objectif de la Commission pour 2006 était de stabiliser le RAL global au niveau de 2005, soit 10 300 millions d'euros. En dépit du niveau élevé des engagements nouveaux en 2005 et en 2006, le RAL est resté stable grâce au niveau record des paiements effectués en 2006.

4.2.1.2. Priorité donnée à la mise en œuvre des engagements anciens et dormants

Pour atteindre les objectifs des programmes, il est essentiel que la mise en œuvre ait lieu dans les délais, ce qui peut être difficile dans les pays ACP, où les institutions publiques sont souvent peu performantes. Toutefois, les récents efforts de la Commission pour améliorer la conception et la planification des projets, rationaliser les procédures et renforcer les délégations donnent à présent des résultats.

Par exemple, le temps nécessaire à la mise en œuvre des projets – qui correspond au ratio RAL/paiements annuels – a diminué de plus de 30 % entre 2000 et 2006:

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
5,5	4,8	4,4	4,1	4,0	4,1	3,6

La Commission a également continué à accorder une attention particulière aux RAL anciens et dormants:

<i>Indicateur</i>		<i>Solde (Mio EUR)</i>			<i>Remarque</i>
<i>Nom</i>	<i>Définition</i>	<i>1.1.06</i>	<i>31.12.06</i>		
			<i>Objectif</i>	<i>Situation</i>	
RAL ancien	Fonds engagés il y a plus de 5 ans, encore non dépensés	1 618	867	822	Presque réduit de moitié en 2006
RAL dormant	Fonds engagés, mais ni contractés, ni dépensés sur une période de plus de 2 ans	346	350	276	Y compris décaissements pour le programme en faveur des PPPE (« HIPC » en anglais)

Par ailleurs, la Commission a poursuivi sa stratégie consistant à dégager l'ensemble des engagements restant à liquider suffisamment tôt pour les engager de nouveau avant la fin 2007. La Commission devrait réaliser son objectif de dégagement fixé pour la fin mars 2007:

<i>Indicateur</i>	<i>Définition</i>	<i>Montant (Mio EUR)</i>		
		<i>2005</i>	<i>2006</i>	
			<i>Objectif (jusqu'au 31.03.2007)</i>	<i>Situation (au 01.03.2007)</i>
Dégagements	Fonds précédemment engagés mais non dépensés, à présent libérés pour de nouveaux programmes	476	923	871

L'annexe 1 présente la ventilation détaillée de l'évolution des fonds non dépensés depuis 2002.

En outre, la Commission:

- a recouvré pour 64 millions d'euros d'avances de paiement qui n'ont pas été ultérieurement utilisées;

- a lancé un plan d'action pour contrôler les ordres de recouvrement et le préfinancement;
- l'annexe 4 indique les montants totaux correspondant:
- aux dégage­ments et aux ordres de recouvrement et
- aux engage­ments et aux paiements bruts et nets.

4.2.1.3. Répartition uniforme des engage­ments sur l'année (pour éviter la concentration vers la fin de l'année)

En 2005 et en 2006, la Commission a pris des mesures pour répartir les nouveaux engage­ments sur l'année de manière plus uniforme que par le passé. En conséquence, la concentration des engage­ments FED en fin de période a diminué de nouveau, 58 % des engage­ments ayant été réalisés avant la fin septembre – un chiffre très proche de l'objectif de 60 %.

4.2.1.4. Stabex³

Une partie du RAL comprend des engage­ments Stabex qui n'ont pas encore fait l'objet de paiements. La Commission a fixé des délais stricts pour la gestion des fonds Stabex:

Tableau 11: Stabex – délais de la Commission	
<i>Action</i>	<i>Délai (fin de l'année)</i>
Terminer la phase d'approbation des fonds alloués mais non dépensés	2007
Achever la passation des contrats	2008
Achever les paiements	2010

Les fonds Stabex sont mis en œuvre par l'intermédiaire des cadres d'obligations mutuelles (COM). En 2006, la Commission a approuvé 17 COM, d'un montant total de 500 millions d'euros et a transféré 190 millions d'euros sur des comptes à double signature (voir ci-dessous).

Dans les comptes 2006 du FED, la Commission a introduit un tableau Stabex détaillé indiquant les soldes en fin d'année pour chaque pays bénéficiaire⁴.

Toutefois, dans le présent rapport, les chiffres Stabex fournis en annexe 7 reposent tant sur:

1. les fonds Stabex indiqués dans les comptes du FED et
2. les états de fin d'exercice 2006 des comptes à double signature des pays bénéficiaires, sur lesquels la Commission a déjà transféré certains fonds Stabex; les fonds placés sur ces comptes sont la propriété des différents pays bénéficiaires.

En 2007, la Commission contrôlera les états de ces comptes et, de ce fait, certifiera les comptes Stabex à la fin de l'exercice 2006.

³ Le Stabex était un instrument financier créé par la Convention de Lomé (articles 186-212), visant à compenser l'instabilité des recettes d'exportation des États ACP. L'accord de Cotonou a remplacé le Stabex par un nouvel instrument, le Flex.

⁴ Voir document SEC/2007/448.

4.3. Coordination et harmonisation des opérations avec les autres donateurs

– Concentration sectorielle du FED

La Commission axe les dépenses du FED sur les secteurs ayant une forte incidence sur la pauvreté et dans lesquels la Commission peut apporter la plus grande valeur ajoutée:

Secteur:	Engagements		Paiements	
	Mio EUR	% du total	Mio EUR	% du total
Éducation, santé, eau et équipements d'assainissement de base	1 161	34 %	836	29 %
Transport, communications, énergie	933	27 %	663	23 %
Agriculture, pêche, commerce, industrie, tourisme	368	11 %	194	7 %
Environnement et autres questions transversales	324	10 %	91	3 %
Appui budgétaire et soutien de la balance des paiements ⁵	219	6 %	635	22 %
Allègement de la dette	0	0 %	80	3 %
Autres, y compris l'aide à la reconstruction	248	7 %	163	6 %
Frais administratifs	154	5 %	193	7 %
Total	3 408	100 %	2 826	100 %

– Financement par des organisations internationales

La Commission a continué à travailler étroitement avec les agences des Nations unies et le groupe de la Banque mondiale en 2006. Les montants contractés en 2005-2006 sont restés relativement stables en glissement annuel et ont représenté environ 11 % du montant total contracté au cours des deux années.

En 2006, la Commission a contracté:

- 95 Mio EUR avec la Banque mondiale, dont 62 millions ont été alloués au Fonds mondial de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme;
- 225 Mio EUR avec les agences des Nations unies.

L'annexe 5 montre les engagements, les contrats, les paiements et les fonds restant à payer à la fin de l'année.

La Commission a également continué à travailler avec les acteurs non étatiques et la société civile, comme prévu à l'article 4 de l'accord de Cotonou.

4.4. Garantir un environnement de contrôle efficace et la responsabilité de la gestion financière

– Contrôler attentivement les transactions par sondage

En 2006, EuropeAid a répondu aux recommandations de la Cour en:

⁵ Ce secteur OCDE/CAD inclut certains types d'opérations Stabex et de sécurité alimentaire.

- revoyant sa méthode de contrôle ex post;
- ramenant la part des paiements contrôlés ex post de trois à un pour cent;
- en augmentant la portée des contrôles ex post et en documentant davantage ces derniers.

	<i>Nombre de transactions</i>	<i>% du total des transactions</i>
Total des transactions	21 654	100 %
Transactions pour lesquelles des contrôles sont prévus	215	1,0 %
- contrôles achevés (transactions janvier-juin 2006)	95	0,4 %
- contrôles à réaliser pour la fin avril 2007 (transactions juillet-décembre 2006)	120	0,6 %

De plus, la Commission:

- a réalisé des contrôles ex post de transactions auxquelles a procédé l'ordonnateur, en dépit des réserves du vérificateur financier;
 - a examiné des transactions et des contrôles internes sur place, dans cinq délégations des pays ACP identifiées grâce à une analyse de risque.
- Suivi de 100 % des principales recommandations des autorités supérieures de contrôle (ASC).

<i>Catégorie</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Avancées réalisées à la fin de l'année 2006</i>
Visas électroniques comme preuve de la délégation des fonctions de l'ordonnateur.	Déterminer si OLAS présente la possibilité d'enregistrer les visas électroniques	La migration de OLAS vers CRIS/ABAC a été repoussée à la fin 2007. De ce fait, aucune avancée n'a été réalisée depuis mars 2006.
Preuve des visas dans les circuits financiers du FED	Adapter les visas électroniques OLAS pour les rendre conformes aux nouveaux circuits.	Un nouveau facturier OLAS, lancé le 01.01.2007, couvre les circuits de visas des initiateurs et des vérificateurs.

4.5. Mise en œuvre d'une politique active des ressources humaines et amélioration des procédures internes

- *Mettre en œuvre une politique active des ressources humaines*

Le roulement du personnel, le taux élevé de vacances d'emplois dans certaines délégations et le faible niveau des effectifs par rapport aux montants gérés continuent à affecter certaines priorités. En 2006, la Commission a continué à travailler dans cette situation de fortes contraintes, en faisant de la bonne gestion financière et de la qualité ses priorités absolues.

<i>Lieu</i>	<i>Type de personnel</i>	<i>Taux de vacances d'emploi à la fin de l'année</i>	
		<i>2005</i>	<i>2006</i>
Délégations ACP	Fonctionnaires	5 %	7 %
	Autres agents	9 %	9 %
Siège (Direction ACP)	Fonctionnaires	2 %	0 %
	Autres agents	1 %	1 %

- *Harmoniser et simplifier les pratiques et les procédures de gestion*

La Commission a soumis au Conseil une version révisée du règlement financier applicable au 9^e FED. Celle-ci allège les procédures applicables au travail avec les membres de l'Union européenne et reflète une révision similaire du règlement financier général. Le Conseil a adopté le règlement financier révisé du FED en mars 2007. La Commission entend introduire d'autres simplifications dans les procédures du 10^e FED.

- *Continuer à développer les systèmes d'information et à améliorer les systèmes comptables.*

Le FED n'a toujours pas été intégré dans le CRIS. De plus, l'introduction du système ABAC-FED a été repoussée à 2008.

5. SUIVI DES OBSERVATIONS DE LA COUR DES COMPTES EUROPEENNE

5.1. Rapport annuel de la Cour des comptes (CC)

<i>Question</i>	<i>Action requise</i>	<i>Action prise avant la fin 2006</i>
1. Avances, recouvrements, créances douteuses	Améliorer le contrôle des avances non apurées	La Commission a lancé un plan d'action en 2006 pour contrôler, au niveau central, les ordres de recouvrement et le préfinancement.
2. Fonds Stabex	Obtenir des chiffres plus fiables concernant les fonds placés dans des banques.	La Commission prépare un inventaire mis à jour de l'ensemble des fonds situés en Europe et dans les pays ACP
	Obtenir des rapports sur l'utilisation des fonds.	La Commission a reçu 38 des 39 rapports dus pour 2006.
3. Gestion des risques	Déterminer les risques spécifiques aux États ACP	La direction ACP d'EuropeAid a compilé des registres des risques spécifiques aux pays ACP pour 2006 et 2007.
	Améliorer l'analyse des risques pour les audits conduits par les structures d'audit interne	AIDCO a élaboré en 2006 un plan d'audit continu 2007-2009 fondé sur le risque et l'a envoyé au service d'audit interne et à la Cour.
	Améliorer l'analyse des risques pour les audits externes (siège, délégations)	Le plan d'audit annuel 2007 de la direction ACP d'EuropeAid couvre l'ensemble des audits externes réalisés dans les délégations et au siège. L'unité de financement et de passation des contrats (C5) de la direction a publié des lignes directrices sur l'analyse du risque et des instructions établies par l'unité de méthodologie des audits d'EuropeAid (G2).
	Améliorer l'analyse du risque pour les contrôles ex post	L'unité de méthodologie des audits (G2) d'EuropeAid a réalisé une analyse du risque, pour l'ensemble de la DG, relative à la taille des échantillons et aux types de transactions à vérifier.
4. Contrôles ex post	Améliorer la documentation	Pour l'exercice 2006, EuropeAid a élaboré une documentation complète et assuré un suivi systématique.
5. Audit	Améliorer CRIS-Audit	Dans leur réponse aux rapports 2006 de gestion de l'aide extérieure, les autorités du siège ont rappelé aux délégations la note du Directeur général soulignant l'importance de CRIS-Audit.
	Utiliser CRIS-Audit pour mieux superviser les audits externes.	

5.2. Rapports spéciaux de la Cour des comptes

<i>N°</i>	<i>Domaine</i>	<i>Recommandation</i>	<i>Mesure prise en 2006</i>
55	Guide méthodologique	Mettre à jour et compléter, notamment les rapports de suivi	La Commission a mis à jour son guide méthodologique: <ul style="list-style-type: none"> - plus grande clarté des définitions - risques et avantages potentiels - plus grande clarté des critères d'éligibilité - étapes pratiques de la préparation et de la mise en œuvre des programmes - lignes directrices pour l'utilisation de l'outil d'évaluation PEFA. Les délégations doivent faire rapport, chaque année, sur la situation relative à la gestion des finances publiques. La Commission a également révisé: <ul style="list-style-type: none"> - le format des fiches d'identification - les listes de contrôle utilisées pour évaluer les fiches et les propositions de financement.
	Éligibilité	Démontrer plus	Les éléments témoignant de la conformité aux critères

	clairement l'éligibilité d'un pays	d'éligibilité sont: - évalués lors des étapes d'identification et de formulation; - requis avant que les fonds ne soient versés.
Indicateurs	Utiliser des indicateurs de performance relatifs aux finances publiques plus incitatifs	- La Commission et les autres donateurs ont achevé en 2005 le cadre PEFA (initiative relative aux dépenses publiques et à la responsabilité financière). - La Commission utilise le cadre PEFA pour remplacer les outils actuels et mène ainsi près de la moitié de l'ensemble des évaluations PEFA. - La CE continue également à recourir à l'activité conjointe sur la gestion des finances publiques de l'OCDE/DAC.
	Utiliser un nouvel outil de gestion des performances en matière de gestion des finances publiques	
Coordination	Coopérer davantage au niveau local	
Institutions des États ACP	Renforcer les relations avec les parlements et les institutions supérieures d'audit.	La Commission: - élabore une note visant à promouvoir le support technique pour les institutions supérieures d'audit. - examine l'activité de coopération avec des organisations internationales telles que l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI).

Annexe 1: Évolution des engagements du FED non dépensés («RAL»), 2001-2006 (en millions d'euros)

Type d'engagement non dépensé (ou «RAL»)		Mesure		Année										
				2002		2003		2004		2005		2006		
Statut	Désignation			1 ^{er}	31	1 ^{er}	31	1 ^{er}	31	1 ^{er}	31	1 ^{er}	31	
				jan	déc.	jan	déc.	jan	déc.	jan	déc.	jan	déc.	
												Objectif	Situation	
Datant de 5 ans ou plus	«RAL ancien»	Engagé avant	'95	520	429	429	323	323	253	253	141	141	45	37
		Engagé en	'95	245	183	183	118	118	72	72	49	49	25	22
			'96	319	210	210	145	145	91	91	54	54	25	21
			'97	-		194	156	156	128	128	112	112	90	86
			'98	-				427	286	286	181	181	75	78
			'99							692	488	488	295	287
			2000	-								593	220	290
		Total	Mio EUR	1 084	822	1 016	743	1 170	829	1 521	1 025	1 618	867	822
Évolution du total sur l'année	Mio EUR		-262		-273		-341		-496				-796	
	%		-24 %		-27 %		-29 %		-33 %				-49 %	
Inactif pendant une période ≥ 2 ans	«RAL dormant»	Total	Mio EUR	389	449	449	261	255	513	459	487	346	350	276
Datant de 5 ans ou plus ou inactif pendant une période ≥ 2 ans	«RAL ancien» &/ou «dormant»	Total	M€	1 473	1 271	1 465	1 004	1 425	1 342	1 980	1 512	1 964	1 125	1 097
		Évolution du total sur l'année	Mio EUR		-202		-461		-83		-468			-867
			%		-14 %		-31 %		-6 %		-24 %			-44 %
Total, toutes catégories	«RAL total»	Toutes les années	Mio EUR		8 728		9 842		9 779		10 324		10 281	

Annexe 2: Engagements globaux en termes d'appui budgétaire général du FED, 2002-2006 (en millions d'euros)

<i>Pays</i>	2002	2003	2004	2005	2006
Bénin		55,0			18,4
Burkina Faso	125,0			151,5	
Burundi	22,6		43,6	7,82	
Cameroun					
Cap-Vert			5,8	12,5	
République centrafricaine	4,4				4,0
Tchad		50,0			
Côte d'Ivoire	40,0				
République démocratique du Congo	5,5	106,0			
République du Congo				30,45	
Djibouti					
République dominicaine					38,0
Éthiopie	44,1		95,0		
Gabon					
Gambie					
Ghana		5,0	62,0		
Guinée					
Guinée-Bissau				6,0	
Guyana			23,3		
Haïti					10,2
Jamaïque	30,0		25,0		
Kenya			125,0		
Lesotho					
Madagascar	70,0		35,0	55,0	
Malawi				41,5	34,0
Mali		132,9			21,1
Mauritanie					
Mozambique	168,0	16,4		95	
Niger	20,0	90,0		70,0	
Papouasie - Nouvelle-Guinée					
Rwanda		55,1		36,0	
São Tomé e Príncipe					
Sénégal			53,0		
Sierra Leone				50,0	
Tanzanie		114,0		57,0	
Turques & Caïques, Îles					10,6
Ouganda				92,0	
Vanuatu			1,7		
Zambie		117,0			62,0
Total annuel	529,6	741,4	469,4	704,8	198,3
Engagements globaux annuels du FED en %	25 %	20 %	18 %	20 %	6 %

Annexe 3: Nouveaux engagements globaux du FED consacrés à l'ABG et aux PAPS, 2006 (en millions d'euros)

Type de programme	Type de financement	Pays bénéficiaire	Secteur	Montant			
				Objectif	Résultat		
Appui budgétaire général (ABG)		Bénin	Appui budgétaire		18		
		République centrafricaine			4		
		République dominicaine			38		
		Haïti			10		
		Malawi			34		
		Mali			20		
		Mali			1.1		
		Turques & Caïques, Îles			11		
		Zambie			62		
		Sous-total, appui budgétaire macro-économique			262	198	
Programmes d'appui aux politiques sectorielles (PAPS)	Appui budgétaire sectoriel (ABS)	Anguilla	Infrastructure		8		
		Angola	Eau		7		
		Burkina Faso	Gouvernance		2		
		République dominicaine	Éducation		48		
		Éthiopie	Infrastructures		155		
		Îles Falkland	Commerce		3		
		Grenade	Commerce		7		
		Guinée-Bissau	Gouvernance		6		
		Maurice	Eau		10		
		Montserrat	Commerce		11		
		Mozambique	Agriculture		35		
		Saint-Pierre-et-Miquelon	Environnement		13		
		Sainte-Hélène	Infrastructures		16		
		Tanzanie	Éducation		44		
		Trinidad & Tobago	Éducation		27		
		Zambie	Infrastructures		20		
		Zambie	Santé		10		
		Sous-total, ABS			616	421	
			Financement des projets standard		Bénin	Infrastructures	
	Djibouti			Eau	11		
Éthiopie	Infrastructures			60			
Gabon	Infrastructures			14			
Ghana	Infrastructure			10			
Ghana	Infrastructures			5			
Lesotho	Santé			12			
Liberia	Éducation			12			
Malawi	Infrastructures			8			
Madagascar	Infrastructures			13			
Madagascar	Infrastructures			23			
Niger	Gouvernance			6			
Niger	Gouvernance			6			
Niger	Alimentation			12			
Rwanda	Infrastructures			35			

		Sous-total, projets standard	335	266
		Sous-total, PAPS	951	687
Total			1213	885

Annexe 4: Engagements et paiements nets du FED, 2006 (en millions d'euros)

Engagements globaux	Nouveaux engagements globaux (en montants bruts)	3 408
	Dégagements	-689
	Engagements globaux nets	2 719
Engagements individuels	Nouveaux contrats (en montants bruts)	3 654
	Contrats dégagés/annulés	-581
	Engagements individuels nets	3 073
Paiements	Nouveaux paiements (en montants bruts)	2 826
	Recouvrement & corrections perçus ⁶	-64
	Paiements nets	2 762

Annexe 5: Contributions du FED aux Nations Unies et au Groupe de la Banque mondiale, 2005-2006 (en millions d'euros)

<i>Bénéficiaire</i>		2005		2006		
		<i>Nouveaux engagements</i>	<i>Nouveaux engagements</i>	<i>Contractés</i>	<i>Payés</i>	<i>Restant à payer</i>
Agences des Nations Unies	FAO	6,4	13,1	2,1	0,8	1,3
	OIT	5,5				
	CNUCED		2,9	2,9	1,2	1,7
	PNUD	87,8	110,6	108,8	80,5	28,3
	Bureaux de représentation du PNUD			2,4	1,4	1,0
	UNESCO	0,3	0,1			
	UNFPA		19,6	19,6	10,1	9,5
	UNICEF	42,4	39,2	40,3	14,8	25,4
	ONUDI	1,2				
	ONU Genève			0,2	0,1	0,0
	ONU Vienne	24,7				
	UNOPS	2,7	0,1			
	PAM	34,7	13,8	22,0	19,7	2,3
	OMS	6,5	24,8	24,8	3,4	21,5
Sous total	212,2	224,2	223,0	132,0	91,0	
Groupe de la Banque mondiale		149,0	94,5	94,0	75,9	18,1
Total		361,2	318,7	317,0	207,9	109,1

⁶ Le rapport financier d'exécution du FED fait état des recouvrements et des corrections perçus.

Annexe 6: Engagements globaux du FED par instrument de programmation et de financement, fin 2006 (en millions d'euros)

FED							Aide non-programmable					Total
		Appui non-budgétaire (projets)	Appui budgétaire			Sous-total de l'aide programmable	Contributions financières		Aide aux exportations		Sous-total de l'aide non-programmable	
			Général	Sectoriel	Sous-total de l'appui budgétaire				Stabex, Flex	Sysmin		
6	Mio EUR	5 158,06	60,73	-	60,73	5 218,79	540,71	-	1 451,12	128,10	2 119,93	7 338,72
	en % du total	70 %	1 %		1 %	71 %	7 %		20 %	2 %	29 %	100 %
7	Mio EUR	6 003,90	1 626,21	-	1 626,21	7 630,11	839,01	40,00	1 702,69	443,11	3 024,81	10 654,92
	en % du total	56 %	15 %		15 %	72 %	8 %	0 %	16 %	4 %	28 %	100 %
8	Mio EUR	5 992,27	1 778,55	253,61	2 032,16	8 024,43	1 134,27	1 060,00	717,35	114,24	3 025,86	11 050,29
	en % du total	54 %	16 %	2 %	18 %	73 %	10 %	10 %	6 %	1 %	27 %	100 %
9	Mio EUR	8 721,10	1 974,56	956,68	2 931,24	11 652,34	-	630,00	119,64	-	749,64	12 401,98
	en % du total	70 %	16 %	8 %	24 %	94 %		5 %	1 %		6 %	100 %
Tous les FED, de 6 à 9	Mio EUR	25 875,33	5 440,05	1 210,29	6 650,34	32 525,67	2 513,99	1 730,00	3 990,81	685,45	8 920,24	41 445,91
	en % du total	62 %	13 %	3 %	16 %	78 %	6 %	4 %	10 %	2 %	22 %	100 %

Annexe 7: Stabex – situation par pays, fin 2006 (en euros)

Pays bénéficiaire	Engagements globaux	Engagements individuels	Reste à...		
			...contracter (RAL) ⁷	...payer (RAP)	...liquider (RAL)
	(1)	(2)	(3)=(1) - (2)	(4) = (5) - (3)	(5)
Bénin	2 281 022	2 274 819	6 203	210 867	217 070
Burkina Faso	9 126 422	9 101 820	24 602	757 332	781 934
Burundi	75 401 955	36 929 953	38 472 002	-8 009 429	30 462 573
Cameroun	308 716 655	308 574 512	142 143	19 396 040	19 538 183
Cap-Vert	2 365 206	1 937 563	427 643	809 913	1 237 556
République centrafricaine	18 774 155	16 137 220	2 636 935	1 136 767	3 773 702
Tchad	14 032 940	12 948 972	1 083 968	514 161	1 598 129
Comores	8 057 525	7 957 741	99 784	1 753 994	1 853 778
Côte d'Ivoire	366 657 647	364 907 313	1 750 334	46 146 487	47 896 821
Dominique	41 818 410	42 084 082	-265 672	268 921	3 249
Guinée équatoriale	2 471 789	1 435 472	1 036 317	157 233	1 193 550
Éthiopie	239 688 822	238 825 667	863 155	67 087	930 242
Gambie	5 306 334	3 720 104	1 586 230	200 396	1 786 626
Ghana	59 796 247	59 796 247	0	4 615 374	4 615 374
Grenade	8 756 549	7 436 088	1 320 461	1 905 307	3 225 768
Guinée-Bissau	1 775 942	762 844	1 013 098	-18 326	994 772
Haïti	38 430 119	38 430 119	0	0	0
Jamaïque	10 150 868	9 489 254	661 614	135 551	797 165
Kenya	195 083 412	198 235 985	-3 152 573	63 860 715	60 708 142

⁷ Pour la Dominique, le montant est négatif puisque de nouveaux COM ont modifié les COM passés, entraînant une surallocation des fonds. Pour d'autres pays, les montants négatifs résultent de dégagements.

Kiribati	908 379	908 379	0	271 853	271 853
Lesotho ⁸	6 333 600	6 333 600	0	312 928	312 928
Madagascar	91 191 845	90 744 189	447 656	18 353 465	18 801 121
Malawi	23 173 151	22 552 308	620 843	3 835 856	4 456 699
Mauritanie	38 936 337	11 513 882	27 422 455	0	27 422 455
Mozambique	4 488 494	0	4 488 494	0	4 488 494
Papouasie - Nouvelle-Guinée	85 402 166	95 158 547	-9 756 381	10 721 389	965 008
Rwanda	66 621 918	22 996 883	43 625 035	-28 637 197	14 987 838
Samoa	13 654 244	6 555 971	7 098 273	-7 078 081	20 192
Sénégal	77 737 318	51 245 000	26 492 318	26 791 515	53 283 833
Sierra Leone	15 267 927	15 267 927	0	4 378 326	4 378 326
Salomon, Îles	91 990 577	126 856 928	-34 866 351	53 733 059	18 866 708
Sainte-Lucie	79 815 963	60 788 987	19 026 976	1 424 808	20 451 784
St. Vincent	76 199 758	72 123 084	4 076 674	10 026 867	14 103 541
Soudan	201 054 264	201 054 264	0	176 801 045	176 801 045
Tanzanie	104 137 377	102 929 859	1 207 518	16 269 276	17 476 794
Togo	34 027 821	44 165 571	-10 137 750	26 810 251	16 672 501
Ouganda	218 440 992	218 440 991	1	41 530 336	41 530 337
Vanuatu	5 032 066	3 959 176	1 072 890	-995 990	76 900
Zimbabwe	60 372 275	31 720 308	28 651 967	-7 768 681	20 883 286
Total	2 703 478 491	2 546 301 629	157 176 862	480 689 415	637 866 277

⁸ Un audit des fonds fin 2006 est actuellement en cours, les chiffres mentionnés ici concernent donc la situation fin 2005.